



BULLETIN DE LA SÉCURITÉ AFRICAINE

UNE PUBLICATION DU CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

Les enjeux géostratégiques de la guerre civile en Libye

PAR TAREK MEGERISI

POINTS SAILLANTS

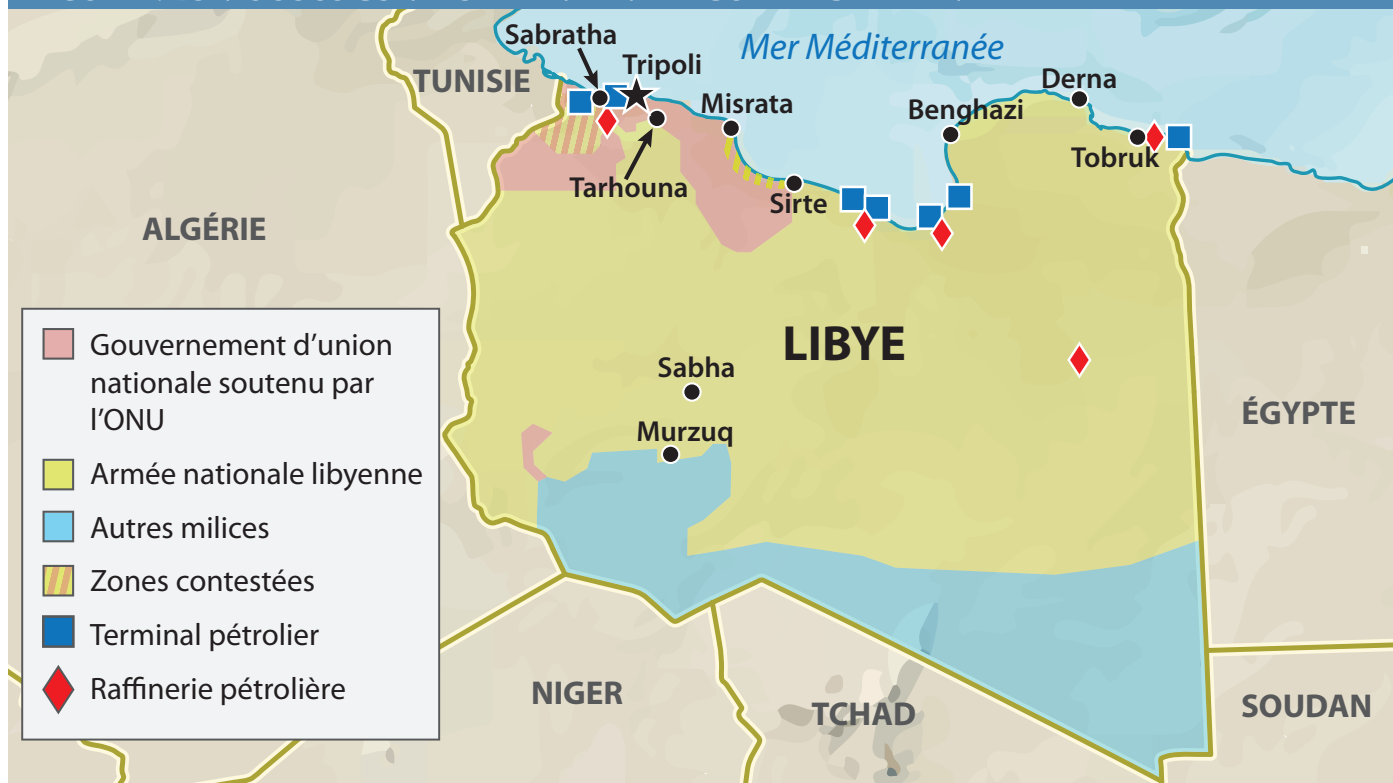
- **Le conflit en Libye s'est intensifié pour devenir une lutte d'influence géostratégique de plus en plus dangereuse opposant les Émirats arabes unis, l'Égypte et la Russie au Qatar, à la plupart des pays européens et à la Turquie dans un pays disposant de réserves de pétrole importantes situé à la croisée de l'Afrique du Nord, du sud de l'Europe, du Sahel et du Moyen-Orient.**
- **Le général Khalifa Haftar ne bénéficie pas d'un réel soutien national et sert plutôt les intérêts d'acteurs extérieurs. En outre, il a toujours fait obstacle aux tentatives de désescalade et de stabilisation. Ainsi, il ne bénéficie pas d'une légitimité suffisante pour être traité politiquement sur le même pied d'égalité que le gouvernement soutenu par les Nations Unies.**
- **Un accord négocié sous l'égide des Nations Unies et soutenu par les États non alignés est le seul moyen de parvenir à une désescalade durable susceptible d'apaiser les rivalités régionales, tout en permettant à la Libye de retrouver sa souveraineté.**

Le conflit en Libye a coûté la vie à des dizaines de milliers de personnes, entraîné une instabilité dans toute l'Afrique du Nord et le Sahel et est devenu un enjeu géostratégique de plus en plus important, propre à exacerber les rivalités. Depuis le mois d'avril 2019, la guerre civile en Libye s'est intensifiée, en particulier dans l'ouest du pays où l'Armée nationale libyenne (ANL) dirigée par le général Khalifa Haftar a assiégé Tripoli pour tenter d'évincer le Gouvernement d'union nationale (GUN) soutenu par les Nations Unies. La Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) estime que 231 000 civils environ se trouvent sur la ligne de front et 380 000 habitent dans des régions directement frappées par le conflit. On estime que plus de 370 000 personnes se sont déplacées au sein du pays pour fuir les violences et que des centaines de civils ont été tués depuis l'assaut lancé en avril 2019 par le général Haftar¹.

Selon la MANUL, l'ANL et les forces armées affiliées ont lancé au moins 850 tirs aériens de précision depuis des drones et 170 autres tirs depuis des chasseurs-bombardiers entre avril 2019 et janvier 2020². Parmi ces tirs, 60 frappes aériennes de précision auraient été lancées par des avions de chasse égyptiens et émiratis. Pendant la même période, le GUN et les forces armées affiliées ont déclenché environ 250 frappes aériennes.

L'impact économique du conflit associé à la pandémie de COVID-19 pourrait entraîner un recul de plus 12 % du PIB du pays en 2020. Le blocus des terminaux pétroliers organisé par l'ANL depuis janvier 2020 a amplifié la crise économique. La production pétrolière s'est effondrée, et le pays ne produit plus que 120 000 barils par jour alors qu'il en avait produit 1,14 million en décembre 2019. L'entreprise publique a ainsi subi des pertes financières s'élevant à environ 2 milliards de dollars par mois³.

FIGURE 1. ZONES SOUS CONTRÔLE PENDANT LA GUERRE CIVILE EN LIBYE



Remarque : Les territoires sous contrôle sont présentés à titre indicatif et ne reflètent pas une délimitation précise et figée des territoires en question.

Tandis que les Émirats arabes unis (EAU), le Qatar et l'Égypte ont soutenu dès le début les parties rivales, les enjeux géostratégiques ont pris une nouvelle dimension en septembre 2019 lorsque des mercenaires russes sont venus renforcer l'armée de Khalifa Haftar. La Turquie a immédiatement réagi en déployant des forces armées terrestres en soutien à l'ANL. En outre, d'autres acteurs extérieurs ont envoyé des mercenaires syriens, tchadiens et soudanais, ainsi que des drones, des systèmes de défense sol-air et d'autres moyens technologiques de pointe pour tenter de faire basculer le conflit en faveur de leurs mandataires.

Le déclin de la Libye, qui a eu lieu après la révolution et s'est soldé par une fragmentation et un effondrement de l'État, est un sujet de plus en plus alarmant. Le conflit a pris une dimension internationale croissante au fur et à mesure des ralliements extérieurs à l'une ou l'autre des deux factions libyennes. Il est devenu plus complexe et est désormais animé par des motivations fondamentalement différentes de celles qui ont prévalu à l'origine. L'internationalisation du conflit est un casse-tête géostratégique qui nuit aux tentatives de stabilisation des Nations Unies. Elle a accentué

les enjeux de la guerre civile en Libye et fait désormais peser une plus lourde menace sur la sécurité internationale⁴.

DÉLIMITATION DES LIGNES DE FRONT

L'internationalisation de la transition libyenne découle en premier lieu de la dimension internationale de la révolution. L'attention s'est focalisée sur l'intervention de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en 2011, qui a eu principalement lieu depuis les airs au cours du Printemps arabe. Toutefois, l'importance des participations rivales du Qatar et des EAU, qui ont équipé, formé et en général aidé les milices révolutionnaires libyennes sur le terrain, est sous-estimée et servi de base du conflit post-révolutionnaire qui fait rage en Libye.

Tarek Megerisi est chargé d'études politiques dans le cadre du programme Afrique du Nord et Moyen-Orient à l'European Council on Foreign Relations. Il est spécialisé dans les politiques, la gouvernance et le développement dans le monde arabe. Il a beaucoup travaillé sur la transition en Libye depuis 2012 en collaboration avec des organisations libyennes et internationales.

Les deux États du Golfe ont apporté leur assistance par l'intermédiaire d'acteurs tiers avec lesquels ils entretenaient déjà des relations et ont fini par représenter les intérêts divergents de ces États. Parmi ceux qui se sont ralliés à la cause du Qatar figurent des parties libyennes idéologiquement opposées à Mouammar Kadhafi qu'elles considéraient comme un tyran, des groupes de personnes qu'il avait souvent été emprisonnées ou persécutées, ainsi que des parties qui ont marqué leur opposition usant d'une idéologie islamiste. Les EAU ont entretenu des liens avec un groupe de technocrates ayant régulièrement participé à une tentative de réforme avortée initiée par le fils de Mouammar Kadhafi et avec des groupes opposants plus âgés.

Pendant la guerre de révolution, ces deux camps se sont singularisés par leurs contacts personnels avec un leader milicien particulier ou un intermédiaire issu d'une autre génération, ou par des liens avec une zone géographique. Tandis que la guerre progressait, leurs opérations militaires, leurs négociations diplomatiques et les manœuvres conduites par leurs intermédiaires politiques qui cherchaient à prendre le contrôle exclusif des leviers du pouvoir dans le pays ont fini par opposer les deux camps. Les clivages se sont intensifiés et ont donné lieu à des animosités alors même que la guerre se terminait et que le pays organisait en juillet 2011 ses premières élections depuis plus d'un demi-siècle pour désigner les membres de son Parlement, le Congrès national général (CNG). Ce contexte est à l'origine de ce nouveau conflit plus politique.

Encouragés par leurs sponsors respectifs, les deux coalitions ont continué à s'affronter et ont rejeté toute possibilité de compromis dans un conflit à somme nulle motivé par une quête de richesse et de pouvoir. L'Alliance des forces nationales (AFN), une coalition politique entretenant des liens étroits avec les EAU, a obtenu une majorité des voix et 64 sièges au CNG (y compris des membres du Parlement officiellement ralliés à l'AFN). Le Parti de la justice et de la construction (PJC), le parti politique des Frères musulmans, a obtenu 34 sièges. Le recours aveugle aux milices par les acteurs politiques nationaux pour atteindre leurs objectifs politiques dans le pays a institutionnalisé la violence comme outil politique. Parallèlement, les rivalités autour de négociations commerciales, souvent empreintes de corruption, avec des partenaires internationaux, ont anéanti l'intégrité et la légitimité du CNG en tant qu'institution.

Dès lors que l'AFN, en proie à des fissures internes et constamment mise en échec, n'a pas pu maintenir le contrôle de sa majorité initialement acquise, la coalition a boycotté le CNG, compromettant sérieusement son efficacité.

Les Nations Unies espéraient qu'un nouveau scrutin pourrait relancer une transition politique compromise par les convoitises et l'immaturation de la classe politique libyenne, mais le mal était fait. Les factions étrangères et nationales présentes en Libye se sont cristallisées, le recours à la violence s'est banalisé et les raisonnements à somme nulle se sont ancrés dans les mentalités.

L'IMPORTANCE GÉOSTRATÉGIQUE DE LA LIBYE

Si le Printemps arabe a été marqué par de nombreux changements régionaux au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, il symbolise également une période pleine d'opportunités pour les pays du Golfe plus stables et disposant de ressources considérables. Lorsque les anciens pays dominants sur lesquels reposait l'équilibre de la région se sont effondrés – d'abord l'Irak, puis la Syrie, et enfin l'Égypte – il semblait évident que le moment était venu d'instaurer un nouvel ordre dans la région. Le Qatar considérait, peut-être en raison de sa propre histoire ponctuée de coups d'État, que les révolutions donnaient naissance à de nouveaux ordres et à de nouvelles élites, et a donc soutenu sans équivoque les acteurs révolutionnaires dans l'espoir de voir naître un réseau régional amical, voire bienveillant. Son rôle dans l'accueil de nombreux islamistes dissidents exilés de la région, et le fait que la plupart des anciens mouvements d'opposition régionaux étaient eux-mêmes islamistes laissent penser que leurs interventions régionales étaient influencées par des considérations liées à l'islam.

Si la stratégie du Qatar, opportuniste, visait à obtenir un pouvoir de persuasion, celle des EAU reposait plutôt sur la peur et la *realpolitik*. Les sévères mesures de répression nationale à l'encontre des activistes et des personnes suggérant des réformes, même modestes, indiquent qu'il existe à Abou Dabi un courant de peur caché, insufflé par le risque que le Printemps arabe franchisse les frontières des Émirats arabes unis. Depuis lors, la stratégie régionale mise en œuvre par les Émirats arabes unis démontre leur volonté de privilégier l'évolution plutôt que la révolution, en cherchant avant tout à protéger leurs intérêts stratégiques.

Leur souhait de rétablir l'ordre précédent mais sous l'égide de nouveaux leaders apparaît clairement si l'on considère le soutien apporté au général Abdel Fattah al-Sissi en Égypte qui témoigne du succès de cette politique. Les activités des EAU au Yémen illustrent le pan économique de cette politique – une stratégie de diversification dans les activités pétrolières pour devenir le leader régional du transport maritime et de la logistique, tout en conservant une position dominante dans le réseau portuaire reliant l'Extrême-Orient à l'Atlantique.

La position stratégique de la Libye située au cœur de la région méditerranéenne au Maghreb et aux portes de l'Afrique subsaharienne, ses réserves importantes de pétroles et de gaz, ainsi que les événements révolutionnaires expliquent pourquoi le pays s'est naturellement retrouvé au carrefour des politiques idéologiques et économiques des Émirats arabes unis⁵. Alors que ce qui restait de l'État se désagrègeait et que la Libye entraînait dans une période d'instabilité, d'autres pays comme l'Égypte et la France y ont vu une opportunité de créer un État ami susceptible de servir leurs intérêts économiques, sécuritaires et politiques dans la région⁶. Cette dynamique a perduré alors que la situation en Libye continuait à se dégrader.

LE PROJET DE KHALIFA HAFTAR

La chute du CNG a marqué un tournant dans la transition libyenne ; un tournant principalement symbolisé par le retour en puissance du général Khalifa Haftar qui n'était pas parvenu à s'imposer après l'éviction de Mouammar Kadhafi. En 2011, le général Khalifa Haftar avait été rapidement écarté et ostracisé. De nombreux Libyens ne voulaient pas travailler avec lui, le jugeant responsable d'atrocités commises pendant la guerre du Tchad dans les années 1980. D'autres le considéraient comme une source de division étant donné qu'ils répondaient déjà aux ordres d'un autre commandant, Abdul Fatah Younis. L'apparition suivante du général Haftar, lors du coup d'État télévisé organisé le jour de la Saint-Valentin en 2014, a fait l'objet de nombreuses moqueries à l'époque. Cependant, cette date symbolise le début de politiques employant de nouveaux moyens en Libye – l'abandon du paradigme selon lequel les politiciens se servaient des milices au profit d'un nouveau paradigme selon lequel ce sont les milices qui se servent des politiciens pour dresser un voile de légitimité.

Bien que Khalifa Haftar se soit souvent appuyé sur les griefs formulés par la population libyenne, concernant notamment la montée du djihadisme dans l'est de la Libye ou un blocus pétrolier longtemps imposé par des milices rebelles, sa tentative d'asseoir sa position et d'attirer des partisans n'a jamais été une initiative exclusivement libyenne ou totalement autonome. Le retour de Khalifa Haftar en Libye est survenu par l'entremise du Caire, où sa vision de recréer une dictature quasi militaire semblable à celle de Kadhafi a trouvé un écho lors de la résurgence de l'institution militaire égyptienne stimulée par l'investissement du général Abdel Fattah al-Sissi après l'échec de la transition démocratique dans ce pays.

Cette date symbolise le début de politiques employant de nouveaux moyens en Libye – l'abandon du paradigme selon lequel les politiciens se servaient des milices au profit d'un nouveau paradigme selon lequel ce sont les milices qui se servent des politiciens pour dresser un voile de légitimité.

Sa tentative de coup d'État n'ayant pas bénéficié d'un grand soutien à Tripoli, Khalifa Haftar a rapidement trouvé une nouvelle raison d'être en 2014, en déclarant la guerre au terrorisme dans l'est de la Libye⁷. Cela lui a permis de rester proche de l'Égypte qui lui a fourni les moyens militaires de créer une institution de sécurité mixte réunissant les services de renseignement et les officiers militaires de l'ancien régime avec les milices tribales et d'autres groupes armés secondaires, tels que les salafistes. Ce mouvement est finalement devenu un symbole pour une partie de la population dans un contexte de fracture nationale croissante, tandis que certains politiciens charismatiques et récemment élus du nouveau Parlement, la Chambre des représentants, ont désigné Khalifa Haftar et son groupe militaire à la tête des forces armées nationales. Ces mêmes politiciens avaient pris la décision unilatérale de transférer cette nouvelle institution législative à Tobrouk, dans l'est de la Libye, pour tenter d'écarter leurs opposants et contrôler le parlement, divisant ainsi la gouvernance du pays.

Malgré la tentative des Nations Unies de promouvoir la mise en place d'une nouvelle institution basée sur un partage du pouvoir, le « Gouvernement d'union nationale » (GUN), les partisans de Khalifa Haftar se sont détournés de

tout compromis politique en 2015. Sous couvert de discours de guerre contre le terrorisme, les EAU ont construit une base aérienne à proximité du quartier général de Khalifa Haftar dans l'est de la Libye, tandis que les Français ont déployé des forces spéciales et apporté leur expertise sous d'autres formes. Alors que la France intensifiait ses activités de lutte contre le terrorisme au sud de la Libye dans le Sahel, le discours anti-terroriste de Khalifa Haftar et le soutien des Émirats arabes unis (avec lesquels la France avait déjà conclu un partenariat renforcé en matière de sécurité) ont fait de lui un allié naturel. De plus, Khalifa Haftar et ses partisans étaient considérés comme un moyen efficace d'étendre l'influence française en Libye restée longtemps sous influence italienne, ainsi qu'une composante majeure de l'organisation de sécurité plus générale que la France mettait alors au Sahel.

Fort de ce soutien extérieur, Khalifa Haftar a refusé de cautionner l'Accord politique libyen visant à réunifier le pays et en a finalement déclaré la nullité en 2017⁸. Pendant une grande partie de cette période, il a souvent refusé de recevoir les missions des Nations Unies ou diplomatiques qui ne lui apportaient pas leur soutien, tandis qu'il construisait sa base dans l'est de la Libye⁹. Alors que la guerre contre le terrorisme touchait progressivement à son terme, les acteurs étrangers qui le soutenaient lui ont fourni les moyens technologiques, financiers, et militaires à la fois aériens et humains, nécessaires pour continuer à étendre son réseau, s'appropriant les terminaux d'exportation de pétrole du pays et conquérant le reste de l'est de la Libye. Pendant ce temps, ces mêmes acteurs se sont assurés que la communauté internationale ne puisse lui adresser aucun reproche concernant une longue liste de crimes de guerre commis par l'ANL, notamment le siège de la ville de Derna, les exécutions de combattants capturés du Conseil de la Choura des révolutionnaires de Benghazi et au moins sept autres incidents au cours desquels un commandant de l'ANL a ordonné l'exécution d'au moins 33 prisonniers dans la région de Benghazi¹⁰.

FAYEZ AL-SARRAJ EN SACRIFICE

Les discussions menées sous l'égide des Nations Unies et ayant abouti à la création du GUN en décembre 2015 se sont inscrites dans un processus fermement soutenu par de nombreux pays dont les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Italie, dans l'espoir de mettre un terme à la guerre

FIGURE 2. ÉVÉNEMENTS GÉOSTRATÉGIQUES PENDANT LA GUERRE CIVILE EN LIBYE

- **Février à octobre 2011** Révolution libyenne – le Qatar et les EAU soutiennent des factions rivales des forces révolutionnaires.
- **7 juillet 2012** Tenue d'élections pour désigner les membres du Parlement libyen, le Congrès national général (CNG).
- **14 février 2014** Khalifa Haftar annonce qu'il a suspendu le CNG, sans entrée en vigueur immédiate.
- **25 juin 2014** Tenue d'élections pour désigner les membres d'un nouvel organe législatif, la Chambre des représentants (CdR).
- **6 novembre 2014** La Chambre constitutionnelle de la Cour suprême de la Libye déclare les élections des membres de la CdR non conformes à la Constitution.
- **17 décembre 2015** Le CNG et la CdR signent l'Accord politique libyen à Skhirat, au Maroc. L'accord prévoit la création du Gouvernement d'union nationale et désigne Fayez al-Sarraj au poste de Premier ministre.
- **30 mars 2016** Le Premier ministre Fayez al-Sarraj arrive à Tripoli pour diriger le GUN.
- **17 décembre 2017** Khalifa Haftar déclare la nullité de l'Accord politique libyen.
- **29 mai 2018** La Conférence de paix de Paris réunit Khalifa Haftar et Fayez al-Sarraj, et aboutit à une tentative d'organisation de nouvelles élections qui ne sont cependant jamais tenues.
- **27 mars 2019** Le prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Salmane, des représentants émiratis et Khalifa Haftar se seraient rencontrés à Riyad et auraient décidé de lancer une offensive militaire pour s'emparer de Tripoli.
- **4 avril 2019** L'ANL conduite par Khalifa Haftar assiège Tripoli et prend le contrôle des villes côtières situées à l'ouest de Tripoli.
- **Septembre à décembre 2019** Plusieurs centaines de mercenaires russes employés par le groupe Wagner arrivent en Libye pour soutenir l'ANL.
- **28 novembre 2019** Le GUN et la Turquie signent un accord de sécurité et un accord maritime pour renforcer l'appui militaire turc apporté au GUN.
- **12 janvier 2020** Les responsables de l'ANL et du GUN se rencontrent à Moscou pour des pourparlers visant à mettre fin au conflit.
- **19 janvier 2020** La Chancelière allemande, Angela Merkel, accueille la Conférence internationale de Berlin sur la Libye, reflétant un renforcement de l'implication de l'Union européenne (UE) pour mettre un terme au conflit.
- **Fin janvier 2020** L'ANL réaffirme son contrôle sur les ports de l'ouest du pays et bloque les terminaux pétroliers.
- **31 mars 2020** L'UE lance l'opération navale IRINI pour faire respecter l'embargo sur les armes des Nations Unies en vigueur depuis 2011.
- **14 avril 2020** Le GUN, avec l'aide des forces aériennes turques, reprend plusieurs villes côtières de l'ouest, y compris Sabratha et Sorman, étendant sa mainmise sur les territoires de l'ouest de Tripoli jusqu'aux frontières de la Tunisie.
- **27 avril 2020** Bien que l'ANL essuie plusieurs défaites dans l'ouest de la Libye, Khalifa Haftar revendique un « mandat populaire » pour gouverner la Libye, écartant ainsi le gouvernement civil basé dans l'est du pays.

civile en Libye et d'instaurer un partenariat crédible visant à lutter contre le terrorisme et le phénomène migratoire. Cependant, les pourparlers se sont éternisés, la crise s'est aggravée et, en raison des centaines de milliers de personnes traversant la Méditerranée et de la prise de la ville de Syrte par l'État islamique un an plus tôt, la nécessité de trouver une solution est devenue plus urgente. L'Accord politique libyen conclu sous l'égide des Nations Unies n'avait que peu de légitimité sur le plan local et prévoyait un minimum de capacités structurelles pour faciliter la mise en application de ses dispositions, telles que la sécurisation de la capitale. De plus, le nouveau Premier ministre, Fayez al-Sarraj, un politicien relativement méconnu et sans groupe de partisans clairement établis, a été choisi, car il était la personne la moins contestée et donc la plus engageante.

Fayez al-Sarraj, accompagné d'un gouvernement fragile, fut conduit à Tripoli en mars 2016 par un navire de la marine italienne. Le GUN a eu beaucoup de mal à opérer dans une ville contrôlée par des milices qui ont profité de la situation pour le prendre en otage afin d'abuser de la banque centrale du pays. Incapables de contribuer directement à la lutte contre le terrorisme et le phénomène migratoire, de nombreux acteurs internationaux ayant soutenu les Nations Unies et le GUN les ont rapidement abandonnés pour privilégier des politiques plus expéditives. Ces politiques s'articulaient souvent autour d'acteurs non étatiques et ont affaibli encore plus le GUN dont le statut s'apparentait davantage à celui d'un payeur qu'à celui d'un acteur.

Le faible poids politique du GUN a été mis en évidence lorsque le président français Emmanuel Macron a organisé une conférence réunissant Khalifa Haftar et Fayez al-Sarraj en 2018¹¹. Qualifiée de conférence de paix, alors que les deux parties n'avaient jamais été réellement en guerre, cette rencontre a créé une fausse égalité entre le leader civil du pays et le commandant de l'un des nombreux groupes armés du pays. Elle a également introduit une dynamique qui est à l'origine du fonctionnement politique libyen des années suivantes, Fayez al-Sarraj ayant été contraint de négocier des accords avec Khalifa Haftar qui continuait de renforcer sa présence et son pouvoir militaire. Pendant ce temps, même les plus fidèles alliés du GUN comme l'Italie, qui avaient estimé que Fayez al-Sarraj était la solution pour préserver leur influence dans le pays, ont commencé à perdre confiance.

Le représentant spécial des Nations Unies, Ghassan Salamé, a tenté de mettre un terme à ce mode de fonctionnement en 2018 et 2019 afin de lancer un processus politique inclusif susceptible de déboucher sur un nouveau gouvernement civil et des institutions de sécurité nationale reflétant davantage la diversité des acteurs politiques et militaires de la Libye. Suite à un accord de partage du pouvoir conclu entre Khalifa Haftar et Fayez al-Sarraj à Abou Dabi à la fin du mois de février 2019, le nouveau plan des Nations Unies permettait d'espérer. Mais, il a toujours fait l'objet de contestations de la part de nombreuses personnes en Libye qui refusaient de le soutenir, ce qui a porté préjudice à la crédibilité des Nations Unies et de la communauté internationale dans le pays. Le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane, des représentants des Émirats arabes unis et Khalifa Haftar se seraient rencontrés le 27 mars 2019 et auraient décidé que ce dernier tenterait de s'emparer du pouvoir en lançant une attaque-surprise sur Tripoli – alors même que le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, devait se trouver sur place pour essayer de sauver le processus politique défendu par l'ONU.

TRIPOLI OU RIEN

Le projet d'offensive militaire éclair de Khalifa Haftar pour tenter de s'emparer du pouvoir en avril 2019 a échoué. Celui-ci s'est rapidement retrouvé embourbé dans une guerre d'usure face à la plus importante mobilisation de combattants libyens que le pays ait connue depuis la révolution de 2011 contre Mouammar Kadhafi¹². Il devait simultanément s'efforcer de maintenir les longues voies d'approvisionnement traversant le territoire qu'il ne contrôlait que théoriquement. Cependant, la décision de s'emparer de Tripoli n'a laissé à Khalifa Haftar et ses partisans d'autres choix que celui de persister au risque de tout perdre. La perspective des issues possibles, à savoir la victoire de Khalifa Haftar donnant naissance à une nouvelle dictature ou le début d'une nouvelle phase de transition en Libye, a mobilisé les Libyens ainsi que d'autres acteurs internationaux, en particulier la Russie et la Turquie.

La Russie a longtemps profité du conflit enraciné en Libye pour resserrer ses liens avec l'Égypte et les EAU, tout en étendant son influence aux frontières du sud de l'Europe et en obtenant un plus large accès aux ressources naturelles libyennes. Consciente du vide international et

de la possibilité de renforcer son influence dans un pays disposant de réserves de pétrole importantes et situé au sud de la Méditerranée, la Russie s'est inspirée de sa stratégie conduite en Syrie pour soutenir un leader autoritaire affaibli, isolé et engagé dans un conflit que la plupart des acteurs mondiaux voulaient éviter¹³. En septembre 2019, la Russie a envoyé un groupe de 800 à 1200 mercenaires russes par l'entremise du groupe Warner dirigé par Yevgeny Prigozhin, comme elle l'avait déjà fait en Ukraine, en République centrafricaine, au Mozambique et au Mali pendant les conflits ayant sévi dans ces pays. Cette initiative a fait pencher la balance en faveur de Khalifa Haftar¹⁴. L'instabilité et le conflit en Libye ont permis à la Russie de manœuvrer afin d'accroître son influence dans la région et de participer à un éventuel règlement.

Cette rencontre a créé une fausse égalité entre le leader civil du pays et le commandant de l'un des nombreux groupes armés du pays.

La Turquie nourrit depuis longtemps un intérêt pour la Libye en tant que partenaire économique. Elle est partie prenante à plusieurs contrats gelés d'une valeur supérieure à 20 milliards de dollars qui pourraient dynamiser l'économie du pays ou, au contraire, la détériorer si ces contrats devaient rester en l'état. En outre, si les ambitions de Khalifa Haftar venaient à se concrétiser, l'influence des EAU et de l'Égypte en Afrique du Nord se verrait consolidée et se dresserait contre les projets de la Turquie dans la région.

L'attaque de Khalifa Haftar contre Tripoli a contraint la Turquie à prendre position sur les manœuvres émiraties/égyptiennes/russes visant à affirmer leurs prétentions en Libye. Elle a également donné à la Turquie la possibilité de promouvoir ses intérêts dans l'est de la Méditerranée. Suite à la découverte en février 2018 d'importantes réserves de gaz dans cette région, la Grèce, Chypre, Israël et l'Égypte ont formé une coalition et commencé à créer des infrastructures de sécurité et économiques que la Turquie considérait comme une menace directe à ses propres intérêts économiques et son rôle prépondérant en matière de sécurité dans la région¹⁵. Le désarroi auquel était confronté le GUN et l'apathie des pays occidentaux qui laissaient Khalifa Haftar agir ont donné à la Turquie les moyens dont elle avait besoin. À la fin novembre 2019, le GUN qui était en état de siège a volontiers signé un accord prévoyant une délimitation des

frontières maritimes entre la Libye et la Turquie, ainsi que la création d'une zone économique exclusive couvrant les principaux gisements de gaz en échange du soutien militaire de la Turquie. Grâce aux troupes turques déployées dans le pays et au soutien aérien en place, le GUN a pu reconquérir plusieurs villes stratégiques dans l'ouest de la Libye en avril 2020. Les troupes de Khalifa Haftar ont été forcées de se replier vers des bases arrières situées autour de Tripoli, notamment à Tarhouna.

L'implication soudaine et marquée de la Turquie et de la Russie depuis la fin de 2019 a été heureusement contenue par les acteurs libyens qui refusent désespérément la défaite. Les prouesses militaires des deux pays les ont rapidement conduits à jouer un rôle majeur sur le terrain tout en empiétant sur les intérêts européens et en écartant possiblement les pays occidentaux de tout accord de paix.

La trêve provisoire déclarée le 12 janvier 2020, lors d'une réunion à Moscou, a mis en évidence ces craintes. L'Europe a tenté de conserver sa position en annonçant la conférence de Berlin prévue le 19 janvier après des mois de discussions entre responsables de haut niveau. À la fin du mois de mars 2020, l'Union européenne a lancé une opération navale réaménagée appelée opération IRINI (qui signifie « paix » en grec) afin de faire respecter l'embargo des Nations Unies sur les armes en vigueur depuis 2011. Cependant, la formalisation de l'opération IRINI a révélé des divisions au sein de l'UE, la Grèce souhaitant que la mission se concentre sur les perturbations rencontrées sur les voies navales de réapprovisionnement dans le but vraisemblablement plus ambitieux de torpiller l'accord maritime et de sécurité conclu entre la Turquie et la Libye. De plus, un embargo maritime sur les armes sans blocage simultané des approvisionnements en armes provenant des EAU profiterait de fait à Khalifa Haftar. Cette possibilité a très certainement pesé dans la décision de la Turquie de prendre la situation en main. Reste à savoir si l'UE, grâce à des pays comme l'Allemagne, sera en mesure de s'appuyer sur l'opération IRINI pour tenir tous les contrevenants à l'embargo responsables de leurs actes, ou si les clivages au sein de l'Europe conduiront finalement à rendre l'opération inefficace.

TABLEAU 1. FORCES ARMÉES ÉTRANGÈRES ENGAGÉES DANS LA GUERRE CIVILE EN LIBYE

		Visées politiques	Déploiement de forces armées	Enjeux
Pays soutenant le général Khalifa Haftar et l'ANL	Émirats arabes unis	Renforcement de leur influence régionale ; soutien d'une gouvernance autocratique ; faire de la Libye un État-client	Équipements et formations pour les milices ; appui aérien et par drones de l'ANL	Influence politique dans la région de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ; avantages économiques ; mainmise sur les voies d'échanges commerciaux ; diversification pétrolière
	Égypte	Promouvoir le modèle incarné par Abdel Fattah al-Sissi à travers Khalifa Haftar ; faire de la Libye un État-client ; accès aux ressources naturelles de la Libye	Armes, ravitaillement, renseignement et fonds envoyés à l'ANL par l'est de la Libye	Sécurisation des frontières de l'ouest ; avantages économiques ; renforcement de son influence régionale
	Russie	Renforcement de son influence régionale ; soutien d'une gouvernance autocratique ; accès aux ressources naturelles de la Libye	Mercenaires du groupe Warner ; armes, équipements, ravitaillement et monnaie parallèle	Avantages économiques ; accès aux territoires du sud de la Méditerranée ; affirmation de son statut de grande puissance
	France	Nouvelles relations avec la Libye	Assistance de sécurité par le biais de l'Égypte et des EAU	Développement du partenariat économique ; lutte anti-terroriste au Sahel ; politique européenne
Pays soutenant le Gouvernement d'union nationale	Qatar	Renforcement de son influence régionale ; soutien de l'opposition islamiste	Équipements et formations pour les milices révolutionnaires	Influence politique sur l'ordre dans la région de l'Afrique et du Moyen-Orient
	Turquie	Sécurisation de l'Accord de sécurité et maritime de 2019 ; renforcement de son influence régionale ; blocage de l'expansion des Émirats arabes unis et de l'influence russe ; préservation de ses intérêts économiques	Drones, appui aérien, forces terrestres ; équipements, formations et autres ressources militaires	Partenariats économiques ; contentieux sur les frontières maritimes ; accès et influence dans la région d'Afrique et du Moyen-Orient
	Italie	Maintien des liens politiques et économiques avec la Libye sous le GUN ; endiguement des flux migratoires et des réfugiés illégaux	Hôpital de campagne à Misrata ; renseignement et assistance en matière de sécurité	Stabilité régionale ; partenariats économiques ; politique européenne
	Union européenne	Réaffirmation de son engagement envers la souveraineté de la Libye ; blocage de l'expansion russe dans la région méditerranéenne ; endiguement des flux migratoires et des réfugiés illégaux	Déploiement naval pour faire respecter l'embargo sur les armes par voie maritime	Stabilité régionale ; unité européenne ; agression russe ; partenariats économiques
	Nations Unies	Mise en application de l'Accord politique libyen ; respect des lois internationales ; stabilité régionale	MANUL ; embargo sur les armes	Ordre international ; souveraineté de l'État membre

ESCALADE À PRÉVOIR SUR LE FRONT EST

Le conflit libyen est condamné à s'intensifier de manière radicale. Étant donné les désavantages de Khalifa Haftar dans l'ouest de la Libye et le soutien important des Turcs dans cette région, il est peu probable que Khalifa Haftar enregistre de nouvelles victoires alors même qu'il dépend plus que jamais de son artillerie pour défendre ses positions. Puisque la situation dans l'ouest du pays joue de plus en plus en sa défaveur, il recentrera probablement de facto sa puissance offensive sur le front est entre les villes de Misrata et de Syrte. Cependant, plus à l'est où les forces aériennes turques ne sont pas présentes, il restera probablement intouchable et contrera les offensives commanditées par le GUN qui cherche désespérément à reprendre les terminaux pétroliers du pays.

Alors que le conflit s'éternise, l'Europe craint de plus en plus les éventuelles déstabilisations que provoquerait un conflit internationalisé dans son voisinage, ainsi que l'afflux de réfugiés qui en découlerait¹⁶. Cependant, le rôle actif joué par la France fragilise les mécanismes multilatéraux, c'est-à-dire l'Union européenne et les Nations Unies, avec lesquels les Européens sont plus à même de travailler. Quant aux États-Unis dont l'Europe est généralement tributaire pour toute intervention militaire, ils semblent peu disposés à s'engager dans un autre conflit inextricable, d'autant plus que certains de ses alliés, tels que les EAU et la Turquie, sont directement engagés.

De toute évidence, les EAU chercheront à reprendre le dessus en envoyant de nouveaux mercenaires et de nouvelles cargaisons d'armes. Mais surtout, ils essaieront de reprendre l'avantage sur les Turcs dans les airs, ce qui

pourrait conduire à l'introduction de systèmes de défense aériens provenant d'Israël étant donné l'incapacité du système russe Pantsir à neutraliser efficacement les drones turcs¹⁷. En cas de nouvelles pertes importantes, des avions émiratis et égyptiens perfectionnés pourraient faire leur apparition dans le pays. Cela impliquerait alors une dangereuse escalade à laquelle les Turcs semblent déjà se préparer en organisant des manœuvres d'entraînement en Méditerranée avec leurs propres F-16.

À moins que les États non alignés puissent défendre et soutenir l'UE dans le cadre d'un nouveau processus de règlement politique, les acteurs extérieurs engagés dans la guerre civile libyenne continueront à renforcer leur position.

Ces dernières évolutions laissent entrevoir une escalade de ce conflit de plus en plus dévastateur. Le départ de Khalifa Haftar de l'ouest de la Libye pourrait marquer le début d'une nouvelle campagne potentiellement plus difficile visant à déloger l'ANL des gisements pétroliers du sud de la Libye et des terminaux pétroliers qui longent la côte orientale du pays. L'avenir de la Libye serait encore plus sombre si Khalifa Haftar tentait d'approfondir les divisions dans le pays pour compenser la faiblesse de ses forces armées. Il pourrait notamment essayer de relancer les ventes illicites de pétrole s'il estimait que la communauté internationale n'est pas prête à réagir cette fois-ci.

À moins que les États non alignés puissent défendre et soutenir les Nations Unies dans le cadre d'un nouveau processus de règlement politique, les acteurs extérieurs engagés dans la guerre civile libyenne continueront à renforcer leur position afin de contrôler ce pays désertique rempli de promesses, mais incapable d'offrir autre chose qu'un gaspillage des ressources et de la frustration à ses dirigeants potentiels.

SOUTENIR L'ONU ET ÉVITER UN CONFLIT DURABLE

À son cœur, la guerre en Libye est alimentée par les aspirations des puissances régionales qui ont préalablement perverti la transition libyenne afin d'en tirer parti. Ces acteurs se disputent désormais le pouvoir pour

remodeler la région à leur image en se livrant à une lutte dangereuse aux conséquences désastreuses. Pour inverser cette tendance et éviter un conflit durable en Libye, les considérations politiques suivantes sont prioritaires :

Reconnaître que l'ONU est le médiateur impartial le mieux placé. L'escalade du conflit due à l'intervention d'acteurs extérieurs implique que les intérêts en jeu et les conséquences sur la réputation des parties prenantes ont plus de poids qu'auparavant. Étant donné le coût relativement faible que chacun de ces acteurs engage pour soutenir ceux qui représentent leurs intérêts, on peut raisonnablement penser qu'ils disposent tous des moyens nécessaires pour entretenir cette escalade. En reconnaissant que les Nations Unies sont l'organisation la mieux placée pour faciliter une désescalade et un règlement du conflit, toutes les parties auront davantage de garanties quant à la prise en compte de leurs intérêts. Il sera ainsi possible d'envisager une autre issue que celle d'un seul grand gagnant, alors même que les aspects géostratégiques de ce conflit ont jusqu'à présent reposé sur cette perspective. C'est également la seule option qui permettrait à la Libye de réaffirmer sa souveraineté et de ne plus être perçue comme un État dépendant d'autres acteurs régionaux.

Ne plus considérer Khalifa Haftar comme une alternative viable. Les offensives d'avril 2020 du GUN conduites par la Turquie ont révélé avec une clarté douloureuse que Khalifa Haftar ne pourrait pas gagner cette guerre et diriger la Libye. Même auparavant, la forte mobilisation contre lui, son manque de soutien national, l'absence de légitimité et sa dépendance vis-à-vis de mercenaires, d'équipements et d'avions étrangers laissent penser que le meilleur scénario pour Khalifa Haftar serait une guerre urbaine de longue haleine dont les seules conséquences seraient de détruire Tripoli et d'ouvrir la voie à de nouveaux affrontements dans d'autres villes comme Misrata.

En ayant sabordé les précédentes initiatives des Nations Unies puis lancé un assaut sur la capitale après avoir conclu un accord de partage du pouvoir avec Fayez al-Sarraj en février 2019, il a apporté la preuve qu'il était difficile de lui faire confiance dans le cadre de négociations. En outre, il a clairement exprimé à plusieurs occasions son ambition d'incarner le prochain dirigeant autoritaire de la Libye et violé tous les cessez-le-feu, y compris les engagements formulés lors de la conférence de Berlin en janvier 2020.

Par conséquent, Khalifa Haftar apparaît comme l'obstacle évident à une désescalade et une stabilisation en Libye. S'il est souvent considéré comme un maillon essentiel pour trouver une solution, il serait en réalité beaucoup plus facile de résoudre ce conflit en ne le traitant pas sur le même pied d'égalité que le GUN. De meilleurs résultats pourraient être obtenus en impliquant ceux qui sont sous ses ordres afin de faire respecter un cessez-le-feu et mettre en place une institution de sécurité commune.

Promouvoir une politique européenne unifiée sur le conflit en Libye. À défaut de position européenne unique sur le conflit en Libye, la Russie a pu tirer parti de la situation et étendre son influence sur le flanc sud de l'Europe. Le risque que cela implique pour l'Europe dépasse largement la portée de n'importe quelle divergence intra-européenne. Par conséquent, l'implication croissante de la Russie en Libye devrait constituer un point de ralliement pour les membres de l'UE et de l'OTAN.

Il ne s'agit pas de prendre une position partisane dans ce conflit en Libye, mais plutôt de définir une position politique commune pour les pays occidentaux chargés de faire respecter l'embargo des Nations Unies sur les armes, de défendre les normes internationales, de préserver l'intégrité de la National Oil Corporation en tant qu'unique acteur légitime de la vente de pétrole libyen et de désigner les Nations Unies comme seul médiateur viable dans le pays. De cette manière, la Russie se verrait contrainte de freiner ses opérations conduites par des groupes de mercenaires, ainsi que ses transferts d'armes et ses tentatives d'aider Khalifa Haftar à vendre du pétrole illégalement. Non seulement l'engagement de la Russie dans le conflit deviendrait bien plus coûteux pour Moscou, mais son expansion pourrait être également endiguée, et ses percées enrayées.

Faire respecter les normes internationales pour stopper les escalades. Les violations de l'embargo sur les armes imposé à la Libye par le Conseil de sécurité des Nations Unies sont l'un des principaux facteurs qui entretiennent le conflit, et elles permettent aux belligérants libyens, et à Khalifa Haftar en particulier, d'ignorer les appels à un cessez-le-feu en toute impunité. L'utilisation de différents instruments tels que l'opération IRINI de l'UE, ainsi que des moyens de surveillance satellites et aériens, permettrait de rassembler rapidement des preuves en cas de violation

de l'embargo, et de le faire respecter en toute impartialité. Bien que toute tentative de demander des comptes aux États contrevenants, tels que les Émirats arabes unis, puisse être jugée trop sensible sur le plan politique, ou si le Conseil de sécurité est trop divisé pour agir, d'autres options restent envisageables. Il est possible d'envoyer un message clair en prononçant des sanctions unilatérales contre les entreprises privées auxquelles font appel les EAU et les autres contrevenants pour envoyer des armes. En outre, les personnes à la tête des entreprises militaires privées, telles que le groupe Wagner de Yevgeny Prigozhin, pourraient également faire l'objet de sanctions pour essayer de créer un environnement plus propice à la paix en Libye.

Une campagne coercitive de ce type pourrait également être dirigée contre les belligérants libyens qui cherchent à compromettre le processus mis en œuvre par les Nations Unies. En 2014, il a été jugé que ce type de sanctions contre les responsables parlementaires et gouvernementaux rivaux était essentiel pour faciliter les pourparlers ayant ensuite donné naissance à l'Accord politique libyen et au GUN. Les acteurs libyens et les gouvernements étrangers qui tentent de faire obstacle au processus des Nations Unies persistent dans cette voie parce qu'il ne leur en coûte que très peu. Mettre un terme à cette culture de l'impunité serait un moyen relativement pacifique de changer les comportements.

Rendre un cessez-le-feu national plus durable grâce à des cessez-le-feu locaux. La société libyenne et les différentes milices qui composent les deux coalitions rivales étant disséminées, un cessez-le-feu national ne pourra être efficace qu'à condition que les communautés effectivement engagées dans les combats soient concernées. Il est donc essentiel de mettre l'accent sur des « cessez-le-feu locaux » entre les communautés belligérantes, notamment à Misrata et Tarhounah, afin d'éviter toute réémergence du conflit et de commencer à bâtir de véritables institutions de sécurité en Libye. Travailler en priorité à l'échelle locale pour remonter ensuite au niveau national permettra de réduire l'insécurité dans les communautés, de les empêcher ainsi d'ouvrir la porte à des interventions étrangères préjudiciables et de bâtir des institutions solides capables de résister à l'emprise d'autres pays.

NOTES

- ¹ « Libya Situation Report », Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, 29 avril 2020.
- ² Conseil de sécurité des Nations Unies, « Mission d'appui des nations unies en Libye : Rapport du secrétaire général », S/2020/41, 15 janvier 2020.
- ³ « Oil Blockade Continues to Ravage Economy », Economist Intelligence Unit, 4 mars 2020.
- ⁴ Tarek Megerisi, « Libya's Global Civil War », Policy Brief (Londres : Conseil européen des relations internationales, 2019).
- ⁵ Anouar Boukhars, « Les rebords fragiles du Maghreb », *Bulletin de la sécurité africaine* N° 34 (Washington, DC : Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2018).
- ⁶ Karim Mezran et Arturo Varvelli, éditeurs, « Foreign Actors in Libya's Crisis », Atlantic Council et rapport de l'ISPI (Milan : Istituto per gli Studi di Politica Internazionale, 2017).
- ⁷ Mirco Keilberth et Fritz Schaap, « A Warlord Rebuilds Benghazi in His Own Image », *Spiegel International*, 13 septembre 2019.
- ⁸ Accord politique libyen signé le 17 décembre 2014 à Skhirat, au Maroc, disponible sur le site Internet de la MANUL.
- ⁹ David D. Kirkpatrick, « A Police State with an Islamist Twist: Inside Hifter's Libya », *New York Times*, 14 avril 2020.
- ¹⁰ « Evidence points to war crimes by Libyan National Army forces », Amnesty International, 23 mars 2017. « UN says it is concerned about LNA siege of Derna », *Libya Herald*, 6 août 2017. « Situation in Libya: ICC Pre-Trial Chamber I issues a warrant of arrest for Mahmoud Mustafa Busayf AL-WERFALLI for war crimes », communiqué de presse ICC-CPI-20170815-PR1328, Cour pénale internationale, 15 août 2017.
- ¹¹ Claudia Gazzini, « Making the Best of France's Libya Summit », Briefing N° 58, International Crisis Group, 28 mai 2018.
- ¹² Wolfram Lacher, « Who is Fighting Whom in Tripoli? How the 2019 Civil War is Transforming Libya's Military Landscape », Briefing Paper (Genève : Small Arms Survey, 2019).
- ¹³ Joseph Siegle, « Recommended US Response to Russian Activities in Africa », extrait de « Russian Strategic Intentions », Nicole Peterson, éditrice, *Strategic Multilayer Assessment (SMA) White Paper* (Boston : NSI, 2019).
- ¹⁴ Frederic Wehrey, « With the help of Russian fighters, Libya's Haftar could take Tripoli », *Foreign Policy*, 5 décembre 2019.
- ¹⁵ Michael Tanchum, « A Dangerous policy of Turkish containment in the Eastern Mediterranean », *Jerusalem Post*, 10 juillet 2019.
- ¹⁶ Tarek Megerisi, « Why the 'ignored war' in Libya will come to haunt a blinkered west », *Guardian*, 24 mars 2020.
- ¹⁷ Anna Ahronheim, « Is an Israeli air defense system shooting down Israeli drones in Libya? », *Jerusalem Post*, 12 avril 2020.



CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

Kate Almqvist Knopf, Directrice
National Defense University
Fort Lesley J. McNair
Washington, DC 20319-5066
+1 202-685-7300
www.africacenter.org

Bulletins de la sécurité africaine
Joseph Siegle, Ph.D.
Directeur de la recherche
sieglej@ndu.edu
+1 202-685-6808
ISSN 2164-4047

Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique est une institution académique créée par le Département de la Défense des États-Unis en tant que forum objectif pour la recherche, la réalisation de programmes académiques et l'échange des idées. Les bulletins de la sécurité africaine présentent le résultat de recherches et d'analyses qui ont pour objectif d'approfondir la compréhension dans le domaine de la sécurité en Afrique. Les opinions, conclusions et recommandations qui y sont exprimées directement ou de façon implicites sont celles des auteurs et ne reflètent pas obligatoirement celles du Centre d'études stratégiques de l'Afrique.